

Douze pays contestent l'austérité en Europe

Emmenés par le président du conseil italien Mario Monti, ces gouvernements s'inquiètent de la récession qui menace

Bruxelles
Bureau européen

Nicolas Sarkozy l'a porté à bout de bras, en soutien d'Angela Merkel. François Hollande promet de le renégocier s'il est élu président de la République. Le pacte budgétaire est soumis à la signature de 25 chefs d'Etat et de gouvernement européens, vendredi 2 mars, à Bruxelles – seuls le Royaume-Uni et la République tchèque devraient s'abstenir –, mais le débat à son sujet n'est pas clos pour autant.

Cette signature ouvre la voie à une procédure de ratification qui s'annonce délicate, à l'heure où la crise des dettes souveraines connaît un répit relatif en marge du sauvetage de la Grèce. Mardi 28 février, le premier ministre irlandais de centre gauche, Enda Kenny, a annoncé, contre toute attente, son intention d'organiser un référendum pour ratifier le pacte.

L'opposition entre M. Sarkozy et M. Hollande sur le nouveau traité reflète le débat du moment entre les Vingt-Sept

En France, M. Sarkozy s'est résolu à ne pas précipiter la ratification parlementaire avant les élections présidentielles et législatives, mais il entend y procéder au plus vite s'il est réélu. Au contraire, si M. Hollande l'emporte, de nombreux responsables de gauche ne veulent pas entendre parler d'une ratification du texte en l'état. Dès le sommet européen de juin, ils espèrent muscler le volet croissance et gouvernance économique d'un traité avant tout conçu pour inscrire dans le marbre la discipline budgétaire chère à M^{me} Merkel.

La « renégociation » que le candidat socialiste appelle de ses vœux reçoit un accueil glacial dans les milieux européens. « S'il veut ouvrir ce chantier, je lui souhaite bonne chance : ce sera impossible trois mois après la signature », lâche un dirigeant européen. Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, que les chefs d'Etat et de gouvernement doivent confirmer pour deux ans et demi dans ses fonctions, veut éviter la mise en cause de l'autre traité, sur le Mécanisme européen de stabilité (MES), en cours de ratification.

Sous pression pour augmenter la force de frappe de ce fonds de secours permanent, l'Allemagne a insisté pour lier politiquement les deux textes. D'où l'abstention des socialistes français lors de la ratification du MES à l'Assemblée nationale, le 21 février, puis au Sénat, mardi.



Enda Kenny, le premier ministre irlandais, et Mario Monti, le président du conseil italien, à Rome, le 24 février. ALESSANDRO DI MEO/EPA/MAXPPP

Sur le fond, l'opposition entre M. Sarkozy et M. Hollande sur le nouveau traité reflète le débat du moment entre les Vingt-Sept. Après avoir donné la priorité à l'austérité, sous la pression des marchés, ils doivent discuter de la meilleure façon de soutenir leurs économies sans creuser davantage les déficits. Les plans d'austérité, en vigueur un peu partout sur le continent, sont de plus en plus contestés par les syndicats et par

les opinions publiques, sur fond de montée du chômage dans les pays les plus fragiles. Ils risquent de surcroît, de l'avis de nombreux dirigeants, d'aggraver la récession qui menace. « En ce moment, on insiste trop sur les pénalités financières et les paquets d'austérité », a jugé le socialiste Martin Schulz, président du Parlement européen, lors d'une visite à Athènes, mardi.

Les mises en garde en ce sens se sont multipliées. Douze pays, dont l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Pologne, demandent de réorienter la politique économique défendue par le tandem Merkel-Sarkozy. « La crise à laquelle nous faisons face est aussi une crise de croissance », ont-ils fait valoir dans un courrier rédigé à l'initiative de Mario Monti, président du conseil italien. Les socialistes français y voient la preuve que leurs demandes procèdent d'un souci qui s'impose à tous. Mais, dans l'esprit des douze signataires de cette lettre, le remède passe par davantage de libéralisations, par la réforme du marché du travail dans chacun des Etats et par une plus grande ouverture commerciale du continent. Ce ne sont pas vraiment les solutions préconisées par la gauche française!

A Paris, le Parlement ratifie le Mécanisme de stabilité

Le Parlement a définitivement adopté, mardi 28 février, les deux projets de loi autorisant la création du Mécanisme européen de stabilité (MES). Le Sénat a approuvé la ratification du traité instituant le MES par 169 voix contre 35. L'UMP et l'Union centriste et républicaine ont voté pour. Le groupe communiste républicain et citoyen et la majorité du groupe écologiste ont voté contre. Le groupe socialiste et le Rassemblement démocratique et social européen (RDSE) se sont abstenus. Quelques voix se sont cependant dispersées. Trois sénateurs socialistes (Jean-Pierre Godefroy, Marie-Noëlle Lienemann et Daniel Percheron) et trois RDSE, dont Jean-Pierre Chevènement, ont voté contre, tandis que deux écologistes ont voté pour.

Le premier ministre appelle bien entendu à voter « oui ». « Je crois fortement que c'est dans l'intérêt national de l'Irlande. » Il souligne que le pays a réussi à stabiliser son économie depuis le plan de sauvetage de la fin 2010, la croissance, très légère, étant au rendez-vous, en 2011, pour la première fois en quatre ans. Selon lui, rejeter ce texte mettrait cette amélioration en danger.

De plus, même si M. Kenny ne le dit pas, l'Irlande, paradoxalement, applique déjà le nouveau

traité, qui met les budgets nationaux sous surveillance des autres Etats. A l'automne, le projet de budget du pays avait fuité dans la presse en Allemagne où une commission du Bundestag l'examinait. Ces arguments économiques pourraient cependant ne pas peser lourd face à la colère grandissante des Irlandais contre l'austérité. Le pays a connu sept budgets de rigueur en trois ans, et de plus en plus d'habitants estiment que l'Europe ne fait qu'aggraver les choses, en imposant des mesures encore plus dures que celles voulues par le Fonds monétaire international (FMI).

« Cela va être un référendum sur l'austérité », estime Elaine Byrne, politologue à l'université Trinity College. Or, le soutien au Sinn Fein, le parti le plus opposé à la rigueur, atteint actuellement 25%, un sommet historique. ■

Sept budgets de rigueur

Le premier ministre appelle bien entendu à voter « oui ». « Je crois fortement que c'est dans l'intérêt national de l'Irlande. » Il souligne que le pays a réussi à stabiliser son économie depuis le plan de sauvetage de la fin 2010, la croissance, très légère, étant au rendez-vous, en 2011, pour la première fois en quatre ans. Selon lui, rejeter ce texte mettrait cette amélioration en danger.

De plus, même si M. Kenny ne le dit pas, l'Irlande, paradoxalement, applique déjà le nouveau

traité, qui met les budgets nationaux sous surveillance des autres Etats. A l'automne, le projet de budget du pays avait fuité dans la presse en Allemagne où une commission du Bundestag l'examinait. Ces arguments économiques pourraient cependant ne pas peser lourd face à la colère grandissante des Irlandais contre l'austérité. Le pays a connu sept budgets de rigueur en trois ans, et de plus en plus d'habitants estiment que l'Europe ne fait qu'aggraver les choses, en imposant des mesures encore plus dures que celles voulues par le Fonds monétaire international (FMI).

« Cela va être un référendum sur l'austérité », estime Elaine Byrne, politologue à l'université Trinity College. Or, le soutien au Sinn Fein, le parti le plus opposé à la rigueur, atteint actuellement 25%, un sommet historique. ■

Le premier ministre appelle bien entendu à voter « oui ». « Je crois fortement que c'est dans l'intérêt national de l'Irlande. » Il souligne que le pays a réussi à stabiliser son économie depuis le plan de sauvetage de la fin 2010, la croissance, très légère, étant au rendez-vous, en 2011, pour la première fois en quatre ans. Selon lui, rejeter ce texte mettrait cette amélioration en danger.

De plus, même si M. Kenny ne le dit pas, l'Irlande, paradoxalement, applique déjà le nouveau

traité, qui met les budgets nationaux sous surveillance des autres Etats. A l'automne, le projet de budget du pays avait fuité dans la presse en Allemagne où une commission du Bundestag l'examinait. Ces arguments économiques pourraient cependant ne pas peser lourd face à la colère grandissante des Irlandais contre l'austérité. Le pays a connu sept budgets de rigueur en trois ans, et de plus en plus d'habitants estiment que l'Europe ne fait qu'aggraver les choses, en imposant des mesures encore plus dures que celles voulues par le Fonds monétaire international (FMI).

les politiques budgétaires nationales, va susciter une demande en faveur d'un budget européen étendu », devait-il expliquer à Bruxelles. Pour M. Lamy, membre du PS français, ce plan devrait comporter trois axes : investir dans des infrastructures communes, promouvoir la recherche ou l'éducation, aider les Etats européens à adapter leurs outils productifs, leurs systèmes de sécurité sociale et leurs marchés du travail.

A plus court terme, l'enjeu est aussi – et peut-être surtout – de pré-

ciser les modalités d'application du pacte de stabilité et de croissance, tel que renforcé depuis l'automne. L'Espagne demande à revoir à la baisse les objectifs qui lui sont fixés, demande repoussée d'un revers de main par la Commission et la Banque centrale européennes.

Avec un souci qui risque de compliquer le début de mandat du prochain président français : protéger la crédibilité du dispositif de surveillance collective qui émerge peu à peu de la crise de la zone euro. ■

PHILIPPE RICARD

Les Irlandais seront consultés par référendum sur le traité

Londres
Correspondance

Enda Kenny aura pris tout le monde par surprise. Le premier ministre irlandais a annoncé, mardi 28 février, au Parlement, qu'il organisera un référendum pour ratifier le traité que les dirigeants européens doivent signer vendredi 2 mars. Cette consultation aurait lieu en mai ou en juin, et son résultat paraît actuellement très incertain. Un sondage réalisé en janvier indiquait 40% de « oui », 36% de « non » et 24% d'indécis.

Le nouveau pacte budgétaire peut certes entrer en vigueur dès lors que 12 des 17 Etats de la zone euro l'auront ratifié. Toutefois, la possibilité d'un vote négatif représente une menace pour l'Union monétaire, car un tel vote risque de priver l'Irlande, sous assistance depuis novembre 2010, de l'éventuel soutien du Mécanisme euro-

péen de stabilité (MES). L'Allemagne a en effet conditionné toute nouvelle aide à la ratification du pacte budgétaire.

Les 4,5 millions d'Irlandais tiennent ainsi, une fois de plus, le sort de l'Europe entre leurs mains. La Constitution du pays obligeait les changements de traité européen à être soumis au vote, les Irlandais ont été consultés sur le traité de Nice en 2001 et sur celui de Lisbonne en 2008. A chaque fois, ils ont voté « non ». Il aura fallu ensuite des renégociations – et des clauses d'exception – pour qu'ils approuvent finalement le texte, sans enthousiasme.

Cette fois-ci, il avait semblé initialement que le même scénario pouvait être évité. Techniquement, le texte qui sera signé vendredi n'est pas un traité européen, puisque deux pays en sont déjà exclus : le Royaume-Uni et la République tchèque. Les négocia-

tions se font hors du cadre juridique européen. Pourtant, après avoir demandé conseil à son garde des sceaux, M. Kenny a jugé que la Constitution ne lui laissait pas le choix. « Les Irlandais seront invités à autoriser, par référendum, le traité européen de stabilité », a-t-il expliqué.

Sept budgets de rigueur

Le premier ministre appelle bien entendu à voter « oui ». « Je crois fortement que c'est dans l'intérêt national de l'Irlande. » Il souligne que le pays a réussi à stabiliser son économie depuis le plan de sauvetage de la fin 2010, la croissance, très légère, étant au rendez-vous, en 2011, pour la première fois en quatre ans. Selon lui, rejeter ce texte mettrait cette amélioration en danger.

mobeco

Détailant-grossiste vend aux particuliers
les grandes marques "au meilleur prix"

TEMPUR
MATELAS ET DORELÈRES

MATELAS - SOMMIERS CANAPÉS - SALONS - CLIC-CLAC

CONVERTIBLES POUR COUCHAGE QUOTIDIEN

DIVA - CASANOVA - BUROV - DESIGNERS GUILD
NEOLOGY - NICOLETTI - LELEU - MARIÉS CORNER - ETC...

TRECA - TEMPUR - SIMMONS - PIRELLI
DUNLOPILLO - BULTEX - EPEDA - ETC...

Livraison gratuite sur toute la France
Réglez en 10 fois sans frais

50 av. d'Italie
75013 PARIS

148 av. Malakoff
75116 PARIS

247 rue de Belleville
75019 PARIS

01 42 08 71 00 7j/7

www.mobeco.com leader de la vente en ligne

Eric Albert

Le match Sarkozy-Hollande est suivi de près dans les capitales européennes

Vus par les partenaires de la France dans l'UE, Nicolas Sarkozy agace, François Hollande intrigue

Bruxelles,
Bureau européen

Le premier s'est dépensé sans compter pour assurer « le retour de la France en Europe », le second est un nouveau venu, attendu au tournant par les Européens. Le duel entre Nicolas Sarkozy et François Hollande interpelle les dirigeants des Vingt-Sept, même si rares sont ceux qui, à l'instar de la chancelière allemande, Angela Merkel, ont pris clairement parti pour le président sortant, ou choisi, comme le socialiste belge Elio Di Rupo, de soutenir son challenger.

Nicolas Sarkozy a su surfer sur les crises à répétition subies par les Vingt-Sept pour asseoir son autorité dès la présidence française de l'Union européenne, au second semestre 2008. Crise financière, médiation entre la Géorgie et la Russie, sa réactivité lui a permis d'imprimer sa marque, avant que le séisme qui ébranle depuis plus de deux ans la zone euro ne mette comme jamais à l'épreuve l'improbable tandem qu'il constitue avec la chancelière allemande. Le couple franco-allemand – la Merkozy – s'est alors imposé comme le véritable pilote de l'Union européenne, en dépit des tensions multiples suscitées entre Paris et Berlin par le sauvetage des maillons faibles de l'union budgétaire, et le reformatage de cette dernière.

Chef de file des pays du Sud, Nicolas Sarkozy a pu pousser des idées qui lui tenaient à cœur, comme le gouvernement économique, mais c'est Angela Merkel qui en a déterminé la substance, en exportant sa « culture de stabilité ». Dans la foulée, M. Sarkozy a cherché à limiter les transferts de souveraineté, pour placer au centre du jeu les sommets des 17 chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, tandis que la chancelière prône désormais une véritable « Union politique », de type fédéral, pour surmonter la crise.

Le style peu diplomatique et les méthodes très intergouvernementales de Nicolas Sarkozy ont cepen-



Nicolas Sarkozy avec le premier ministre belge, Elio Di Rupo, qui soutient François Hollande. E. FEFFERBERG/AFP

dant dérouter une bonne partie de ses homologues européens. « Quand nous nous appelons au téléphone, nous nous racontons d'abord les méchancetés que Sarkozy a pu dire dans notre dos », confiait, fin 2011, un habitué du Conseil européen.

Plus fondamental, M. Sarkozy a, selon ses détracteurs, beaucoup fait pour transformer le fonctionnement des Vingt-Sept, en don-

Le duel interpelle les dirigeants européens, même si rares sont ceux qui ont pris parti

nant le premier rôle aux Etats, quitte à marginaliser les institutions européennes, la Commission comme le Parlement.

Il a multiplié les passes d'armes plus ou moins discrètes avec Jean-Claude Trichet, l'ancien président de la Banque centrale européenne, dont le rôle dans la crise des dettes a pourtant été déterminant.

En cas de passage de relais à l'Elysée, l'attitude de François Hollande, peu connu sur la scène européenne, est jugée moins prévisible. « Personne ne sait vraiment ce qu'il a en tête, même si sa lointaine filiation avec Jacques Delors est plutôt encourageante », dit un haut responsable bruxellois. Ce dernier espère que les socialistes français ont bel et bien surmonté les divisions apparues en 2005, lors du référendum négatif contre la Constitution. Sans être vraiment rassuré à ce stade par leur abstention lors de la ratification du Mécanisme européen de stabilité, le fonds de secours permanent mis en place contre la volonté initiale de l'Allemagne pour soutenir les pays dans le colimateur des marchés.

Les premières prises de position du candidat socialiste sur l'Europe ne laissent pas non plus indifférents. Son intention de renégocier le pacte budgétaire pour adjoindre au volet « budgétaire » un volet plus orienté sur le soutien à la croissance passe mal. Selon un

dirigeant européen, elle tiendrait même du « vœu pieux », alors que le nouveau traité doit être signé vendredi 2 mars, et sera donc en phase de ratification.

« Nous ne sommes certainement pas en faveur d'une renégociation », a estimé Jan Kees de Jager, le très orthodoxe ministre néerlandais des finances, un des alliés de l'Allemagne dans la gestion de la crise des dettes souveraines. « En revanche, si M. Hollande veut mener davantage de réformes, alors nous serons à ses côtés, qu'il s'agisse de la libéralisation des services ou des réformes du marché du travail », a-t-il ajouté.

« Le paradoxe est que M. Hollande entend donner des gages de son sérieux budgétaire, mais il s'en prend à l'instrument qui est justement censé donner du corps à la discipline collective mise en place par les capitales européennes », constate pour sa part Yves Bertoncini, le secrétaire général de la fondation Notre Europe, créée par Jacques Delors. ■

PHILIPPE RICARD

LE BILLET

PAR ARNAUD LEPARMENTIER

Mario Draghi, le jésuite

N'écoutez pas la Banque centrale européenne, regardez ce qu'elle fait, dit-on parfois. L'institution de Francfort est élève des jésuites : inflexible sur la doctrine, casuiste lorsqu'il s'agit d'éviter le pire. C'est cette tâche qu'elle accomplit depuis le début de la crise en 2007 : en dépit d'un discours orthodoxe, elle ne cesse de sauver l'Europe de la faillite, inondant les banques de liquidités.

Ne négligeons pas la doctrine pour autant. Alors que s'engage un débat sur le bien-fondé de la rigueur en Europe, il convient d'écouter son président. L'Italien Mario Draghi rappelle quelques évidences sur l'Europe : « Les impôts sont élevés, et les dépenses des gouvernements sont concentrées sur des dépenses courantes. » En langage clair, l'Etat dépense trop et mal. Selon Eurostat, le taux de dépenses publiques en France atteignait 56 % du PIB en 2010 contre 46 % en Allemagne.

M. Draghi appelle à distinguer la mauvaise dépense de la bonne. « La mauvaise consolidation [budgétaire] est la plus facile à réaliser, parce qu'on peut afficher de bons chiffres en augmentant les impôts et en réduisant les investissements, ce qui est beaucoup plus facile que de réduire les dépenses courantes », dit-il, avant de trancher : « Cela réduit le potentiel de croissance. »

Bref, orthodoxie budgétaire et croissance vont de pair. Mais pourquoi M. Draghi a-t-il donné sa leçon au *Wall Street Journal* et pas au « 20 heures » de TF1 ? ■

Le candidat PS rend visite à son alter ego britannique

M. Hollande se rendra à Varsovie début mars et pourrait retourner à Bruxelles d'ici au 22 avril

Huit heures. C'est le temps que devait passer François Hollande à Londres, mercredi 29 février. Moins que la veille au Salon de l'agriculture de la porte de Versailles. Mais assez pour faire une conférence au prestigieux King's College, saluer les Français installés dans la capitale britannique, et surtout rencontrer Ed Miliband, chef du Parti travailliste et à ce titre leader de l'opposition au gouvernement conservateur de David Cameron.

Accompagné notamment de deux anciens ministres des affaires européennes, Pierre Moscovici, son directeur de campagne, et Elisabeth Guigou, chargée des questions institutionnelles européennes dans son équipe, François Hollande devrait trouver en Ed Miliband un interlocuteur attentif.

S'il s'est quelque peu assagi depuis qu'il a pris la direction du Parti travailliste, en 2010, « Ed le rouge », comme le surnommait naguère la presse britannique, n'a pas hésité à se démarquer du New Labour de Tony Blair. Son « droit d'inventaire » assumé à l'égard de la « troisième voie » blairiste, jugée trop centriste et trop oublieuse des catégories populaires, fait écho au positionnement de M. Hollande, qui entend lui aussi renouer les liens entre le PS et les classes laborieuses.

Avec M. Miliband, le candidat socialiste à l'élection présidentielle ne partage pas que cela. En février 2011, le chef de l'opposition travailliste a prononcé l'un de ses discours les plus importants sur le thème de la « promesse britannique ». M. Hollande, qui assure vouloir faire de la jeunesse la priorité de ses priorités, a des centaines de fois prononcé les mêmes mots que M. Miliband ce jour-là : « C'est pour nous une mission nationale de faire en sorte que la génération suivante vive mieux que la précédente. »

D'accord sur le diagnostic, d'accord sur la priorité, les deux hommes ont néanmoins des divergences. Elles portent notamment sur la régulation de la finance. François Hollande est favorable à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières à l'échelle européenne. Ed Miliband, lui, est d'accord sur le principe d'une telle taxe, mais à condition qu'elle soit mondiale. « Les travaillistes britanniques sont travaillistes mais ils

son d'abord britanniques. Tout ce qui peut affaiblir la City par rapport à Wall Street les inquiète », commente un proche de M. Hollande.

Selon le quotidien britannique *The Guardian*, qui cite l'entourage de M. Miliband, celui-ci ne devrait pas non plus approuver l'idée d'élever à 75 % le taux d'imposition des très hauts revenus, proposée lundi soir par M. Hollande sur TF1.

Après Madrid, en octobre 2011, puis Rome, Bruxelles et Berlin, en décembre, Londres est la cinquième capitale européenne visitée par M. Hollande depuis sa victoire à la primaire socialiste. D'ici au premier tour de l'élection présidentielle, le 22 avril, le candidat socialiste se rendra à Varsovie, le 9 mars, où il sera notamment reçu par le premier ministre, Donald Tusk. Une semaine après la signature du traité renforçant la discipline budgétaire au sein de l'Union européenne, les deux hommes auront tout loisir de ferrailler contre ce traité auquel ils sont tous deux fortement opposés.

Le 17 mars, M. Hollande devrait préciser son « pacte européen de responsabilité, de croissance et de gouvernance »

M. Hollande, qui a annulé « pour des raisons de calendrier » un déplacement à Copenhague et d'autres déplacements hors d'Europe qu'il préfère déléguer à ses lieutenants, pourrait se rendre à nouveau à Bruxelles d'ici au premier tour. C'est à Paris, le 17 mars, probablement au Cirque d'hiver, qu'il devrait préciser le contenu de son « pacte européen de responsabilité, de croissance et de gouvernance » dont les grandes lignes ont été exposées le 5 décembre 2011 lors du congrès du SPD à Berlin.

Ce discours, annoncé par M. Moscovici comme « un moment particulièrement important de la campagne », conclura un séminaire de deux jours auquel participeront plusieurs figures ou dirigeants sociaux-démocrates européens, comme l'Italien Massimo D'Alema ou l'Allemand Sigmar Gabriel. ■

THOMAS WIEDER

Traité européen, MES... Ce qu'en pensent les autres candidats



François Bayrou MoDem

François Bayrou ne remet en cause ni le traité européen ni le mécanisme européen de stabilité (MES). En revanche, le candidat centriste estime que ces mesures sont timorées ou trop tardives, et ne prennent pas assez en compte la nécessité de croissance. « Imaginer que l'on puisse renégocier le traité, c'est impossible, juge sa directrice de campagne, Marielle de Sarnez, même si ce traité est loin d'être l'alpha et l'oméga de la politique européenne. » Au MoDem, on milite pour la création d'obligations européennes (eurobonds) et pour un rôle accru de la Banque centrale européenne, prêteur en dernier recours. M. Bayrou estime qu'il faut renforcer la gouvernance de la zone euro. Concernant le MES, M^{me} de Sarnez fait ce constat : « S'il était arrivé plus tôt, cela aurait été mieux. Tout cela n'est pas très bien géré depuis deux ans et demi. » ■

PIERRE JAXEL-TRUER



Jean-Luc Mélenchon Front de gauche

Il l'a dit et redit : Jean-Luc Mélenchon est opposé au Mécanisme européen de stabilité (MES), tout comme au traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire (TSCG). Deux textes qui, selon lui, portent atteinte à la souveraineté de la France et qui constituent un « coup de force contre la démocratie ». Le candidat du Front de gauche, qui veut s'imposer en leader du « non » à l'Europe de l'austérité, a appelé les socialistes à voter contre le MES à l'Assemblée nationale comme au Sénat. « Aucune politique de gauche n'est possible dans le cadre de ces traités », a-t-il dénoncé dans *Liberation* le 20 janvier. Celui qui avait voté « non » au référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005 souhaite que les Français soient encore consultés sur le TSCG. Une solution rejetée par l'UMP et le PS. ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES



Eva Joly Europe Ecologie - Les Verts

Autant le traité européen, perçu comme un corset budgétaire menant à la récession, fait l'objet d'une condamnation unanime chez les écologistes, autant le MES suscite des fractures. Le parti et sa candidate Eva Joly ont pris position contre ce mécanisme, s'attirant, en retour, une tribune très critique de Daniel Cohn-Bendit, de l'économiste Alain Lipietz et du député européen Jean-Paul Besset appelant, eux, à le soutenir. Dans un e-mail à ses amis, M. Cohn-Bendit s'est dit « consterné » par EELV, le MES permettant, à ses yeux, « d'aider concrètement des pays de la zone euro qui ne peuvent plus emprunter ». Cette fracture se retrouve au Sénat, où Leïla Aïchi et André Gattolin ont soutenu le MES contre leur président de groupe Jean-Vincent Placé. Et dans l'entourage de M^{me} Joly, lâchée par le député européen Pascal Canfin. ■

ANNE-SOPHIE MERCIER



Marine Le Pen Front national

Sans surprise, Marine Le Pen condamne dans un même mouvement les deux dispositifs européens qui, estime-t-elle, devraient être soumis à référendum. La candidate du FN, qui veut prendre la tête de l'opposition à « l'Europe de Bruxelles », estime que le Mécanisme européen de stabilité (MES) est la « mise en place d'un FMI européen », lequel placerait la zone euro sous « la dictature de la finance ». « C'est l'austérité à vie, c'est la prison des peuples », ajoute-t-elle. Quant au traité européen, M^{me} Le Pen juge qu'il « retirera à la France sa souveraineté budgétaire et condamnera nos nations à l'austérité permanente ». Pour M^{me} Le Pen, « avec cet accord, l'équilibre des finances publiques n'est plus un moyen pour la croissance, mais une fin en soi, pour sauver l'euro ». « Si je suis élue, je reviendrai sur cet accord », promet-elle. ■

ABEL MESTRE